

Si Vous Recevez une Notice de Vérification Electronique (E-Verify) TNC :

Si les informations que tu as mentionnées sur le formulaire I-9 ne correspondent pas aux données de l'Administration de la Sécurité Sociale (SSA) ou celles du Département de la Sécurité Intérieure (DHS), E-Verify va générer une notice appelée tentative de non-confirmation (TNC).

Etape 1 : Si E-Verify génère un (TNC), l'employeur doit immédiatement te procurer la notice TNC générée par E-Verify qui te donne le choix de challenger la notice TNC.

Etape 2 : Tu devras indiquer sur le formulaire si tu as choisi de challenger le TNC. Tu devras signer le formulaire et le retourner à l'employeur. Si tu as choisi de challenger le TNC, ton employeur devra immédiatement te procurer une lettre de référence générée par E-Verify contenant des recommandations spécifiques ainsi que des contacts.

Etape 3 : Après réception de la notice, il te sera donné huit jours ouvrables correspondant aux jours ouvrables du gouvernement fédéral pour contacter l'agence fédérale en question (SSA OU DHS) en vue de challenger le TNC.

La lettre de renvoi référence SSA vous dirigera à visiter un Bureau Supervision SSA pour mettre à jour votre document. Cependant, si vous êtes un naturalisé américain et l'Afrique subsaharienne se trouve incapable de confirmer votre citoyenneté, vous pouvez appeler USCIS directement pour résoudre le TNC. Le numéro de téléphone apparaît directement sur la lettre.

Les employeurs ne peuvent exercer aucune action sur votre décision de contester un TNC non plus ne peuvent prendre aucune action défavorable pendant que vous menez vos revendications du TNC. Cela comprend tir, suspension, retenue salariale ou de formation ou autrement porter atteinte à votre emploi.

Si vous aviez aussi été victime de discrimination à cause de vos origines nationales ou de votre statut d'immigration, appelez le numéro de ce service d'assistance par téléphone pour recevoir de l'aide.

1-800-255-7688

ATME pour malentendants : 1-800-237-2515
Dans la région de Washington DC, appelez (202) 616-5594
(Numéro ATME de Washington, DC : (202) 616-5525)

Bureau du Conseiller Spécial à l'immigration chargé des méthodes d'emploi inéquitables (OSC)

Ou écrivez à OSC à :

US Department of Justice
Civil Rights Division—NYA
Office of Special Counsel
950 Pennsylvania Ave., NW
Washington, DC 20530

Si on vous a refusé du travail ou renvoyé à cause de votre nationalité, de votre apparence ou de votre accent, vous avez le droit de déposer un recours pour discrimination auprès de l'OSC. L'OSC peut vous aider à obtenir le travail que vous avez perdu pour cause de discrimination. Vous pourrez aussi recevoir votre salaire pour les jours de travail que vous avez manqués.

Si un employeur vous a refusé du travail ou renvoyé parce qu'il ou elle ne veut pas accepter votre permis de travail comme preuve de votre droit légal à travailler aux USA, ou parce qu'ils n'emploient que des citoyens américains ou des résidents temporaires, il enfreint la loi. Vous devez montrer à votre employeur la Liste des papiers de travail ci-dessus. Si l'employeur continue à insister pour voir un document quelconque, ou s'il refuse de vous embaucher, appelez l'OSC immédiatement.



Si vous avez le droit de travailler, ne laissez personne vous l'enlever.

Des histoires réels qui peuvent vous aider.



Des Histoires Réels Qui Peuvent Vous Aider

Dans cette brochure, vous allez lire les histoires de quatre personnes. Ces personnes ont posé leurs candidatures pour un emploi et leurs candidatures ont été rejetées. Chacune d'elles avait le droit de travailler aux États-Unis, mais a été victime de discrimination de la part de l'employeur, qui demandait des choses alors qu'il n'avait pas le droit de demander.

Mais le plus important, c'est que ces personnes ne se sont pas laissées faire. Elles savaient qu'elles avaient le droit de travailler aux États-Unis et elles en ont discuté avec des personnes qui pouvaient les aider. Vous pouvez faire la même chose.



« J'ai suivi une formation de pilote de ligne en Corée. Je travaillais en tant qu'agent de bord pour une compagnie aérienne américaine et j'ai posé ma candidature pour un nouvel emploi en tant que pilote. Mais mon employeur m'a répondu que tous les pilotes

devaient être citoyens américains. J'ai eu le sentiment que je ne réussirais jamais à grimper l'échelle de la hiérarchie. Puis une de mes amies m'a dit que ce qui s'était passé était illégal. Elle m'a dit d'appeler le bureau du Conseiller spécial aux méthodes d'emploi inéquitable liées à l'immigration. Elle m'a dit qu'ils avaient des avocats qui m'aideraient gratuitement. J'ai appelé, ils ont enquêté et maintenant, je vole ! »



« Dans l'usine de robes dans laquelle je coupe les patrons avaient demandé une preuve de permis de travail à leurs employés d'origine asiatique. Le manager avait dit qu'il voulait s'assurer que nous travaillions légalement. Puis il a renvoyé mon amie originaire du Vietnam, parce qu'elle n'était pas en mesure de prouver que sa carte de résidente temporaire avait été prolongée, bien qu'elle soit résidente permanente légale. Elle doit subvenir aux besoins de sa famille et elle était tellement

bouleversée qu'elle a raconté ce qui s'était passé à nos voisins dont le fils est avocat spécialisé en immigration. Ce dernier a reconnu que ce qui s'était passé allait à l'encontre de la loi. Il lui a parlé d'un bureau à Washington, au sein du Département de la Justice. Il lui a dit que les services étaient gratuits et elle a appelé. Ils ont fait une enquête sur son cas et elle a retrouvé son travail. Elle a même été payée pour les jours de travail qu'elle avait manqués. Maintenant, elle donne à tout le monde le numéro pour appeler... »



« J'ai reçu le statut de réfugié lorsque j'ai quitté la Chine et je souhaitais mettre en pratique ma formation de programmatrice en informatique aux États-Unis. J'ai passé une interview pour un emploi auprès d'un prestataire dans le domaine de la défense en Californie. L'emploi en question ne nécessitait pas de visa d'intégrité. Mais le directeur du personnel m'a dit qu'il ne pouvait pas prendre de risque avec moi parce que je n'étais pas

citoyenne américaine. Je savais que c'était illégal parce qu'à mon église, j'avais participé à un atelier sur les méthodes inéquitables d'emploi. Cet atelier avait discuté de méthodes d'emplois irrégulières et je savais que cette politique était injuste. J'ai cherché le numéro de téléphone de l'OSC. J'ai appelé et ils ont contacté l'employeur. Et maintenant, je travaille. »



« J'avais postulé pour un emploi dans une usine de montres et j'ai montré mon permis de conduire comme preuve de mon identité et ma carte de sécurité sociale comme preuve de mon permis de travail. Le propriétaire a insisté pour voir ma « green card » et m'a refusé. Je savais que j'avais le droit de choisir quels documents présenter. Alors, j'ai appelé le service d'assistance téléphonique pour avoir de l'aide. J'ai parlé avec un avocat qui est intervenu en mon nom et j'ai eu le travail. »